

Cette très lourde facture que paie François Hollande

LE MONDE | 23.04.2014 à 08h24 • Mis à jour le 23.04.2014 à 11h29 | Par Françoise Fresso

Le branle-bas de combat décrété au lendemain du désastre municipal n'y aura rien changé. François Hollande a eu beau se faire violence, procéder à un remaniement général qui va du gouvernement au PS en passant par l'Élysée, il reste au fin fond de l'abîme sondagier. Avec 18 % de popularité, il s'apprête à passer le cap des deux ans de mandat dans les pires conditions : dévitalisé et comme marginalisé par le nouveau premier ministre qu'il a dû se résoudre à nommer pour tenter de sauver sa présidence. Avec, en outre, très peu de temps pour rebondir.

Lucide, le chef de l'Etat sait ce qui, d'entrée de jeu, a plombé sa présidence : les 11 milliards d'euros d'impôts nouveaux qu'il a fait voter dès son élection et qui s'ajoutaient aux 11 milliards déjà levés par le gouvernement Fillon ; son refus de noircir l'héritage Sarkozy par crainte de déclencher une fuite des capitaux ; son optimisme inné qui lui a fait croire et dire que bientôt la croissance reviendrait et finirait par tout arranger ; enfin, sa promesse non tenue d'inverser la courbe du chômage dès la fin de 2013.

Pour le reste, ses amis se sont chargés de l'éclairer, Julien Dray notamment qui déclinait récemment sur BFM TV les pièges d'une hyperprésidence d'emblée niée et par conséquent mal maîtrisée : « *un président omniprésent* » vis-à-vis duquel « *les équipes ne savaient pas se situer* », « *une réalité du pouvoir pas très claire* », des « *impulsions pas données comme il le fallait* » et, au bout du compte, « *une volonté qui avait disparu depuis 2012* ».

Tout cela est vrai. Mais 18 % représentent quand même une lourde peine pour un seul homme. Victime de ses propres erreurs, François Hollande paie aussi une facture qui dépasse largement sa personne. Dans la dégringolade des présidents de la République, l'accélération a été sensible ces dernières années. En 1995, Jacques Chirac avait mis dix-huit mois à tomber sous la barre des 30 % de popularité ; en 2007, il n'avait fallu que douze mois à Nicolas Sarkozy ; en 2012, dix mois seulement à François Hollande.

C'est le signe d'une déception chronique, sur fond de croissance atone et de chômage de masse. Si les responsables de l'UMP se sont réjouis de la débâcle socialiste aux élections municipales, les plus lucides ont vu dans la poussée du FN l'inexorable poursuite d'un cycle qui s'est ouvert il y a plus de dix ans : « *21 avril 2002, régionales de 2004, municipales de 2014, à chaque fois, c'est la même histoire* », constate l'ancien premier ministre François Fillon. Une histoire qui peut se résumer ainsi : excédé par les promesses non réalisées, taraudé par la crainte du déclassement, l'électorat populaire se défie de plus en plus des gouvernants, de

droite comme de gauche, tandis que Marine Le Pen peaufine son offre « national socialiste ». « *A force de se faire élire sur des mensonges, un jour on aura le FN* », s'inquiète un dirigeant de l'UMP. Quelques jours plus tard, c'est un haut responsable socialiste qui murmure, accablé : « *Pourvu que François ne soit celui qui...* »

INSTANT DE VÉRITÉ

Deux autres symptômes de la crise démocratique sautent aux yeux : l'impuissance du Parlement à bien légiférer et celle des partenaires sociaux à affirmer leur légitimité. Le premier est victime de l'urgence où se trouvent enfermés les gouvernants, autant que de son incapacité à maîtriser l'inflation de lois trop bavardes. Les seconds restent prisonniers de leur faiblesse et de leur conservatisme. « *Ils préfèrent rendre compte à leurs mandants plutôt que de construire le compromis social* », soupire un responsable socialiste.

Jean-Marc Ayrault avait pourtant tout fait pour les remettre en selle, convaincu que pour réformer le pays en profondeur sans le casser, mieux valait compter sur l'implication de tous. Désormais, quel syndicat oserait encore soutenir le pacte de responsabilité, quand les socialistes eux-mêmes peinent à lui trouver des attraits ?

L'on en revient à la même question : comment réformer avec une assise populaire aussi faible ? Cela fait longtemps que François Bayrou, le rescapé de Pau, pronostique le collapsus qui frappe aujourd'hui le pays. En 2005, alors que le rapport Pébereau annonçait les ravages qu'allait causer l'endettement public non maîtrisé, le centriste jouait les cassandres : « *La vérité dite au peuple, partagée par le peuple des citoyens, est la clé de tout redressement.* »

C'est cet instant de vérité qu'a raté François Hollande en mai 2012. Non parce qu'il a sous-estimé la gravité de la situation. Mais parce qu'une fois élu, il a refusé de pousser jusqu'au bout le processus d'émancipation amorcé par la primaire qui l'avait conduit à mettre en avant la question de la dette et de la production. Prisonnier de sa majorité rose-verte et craignant d'affoler les Français, il a cru que l'apaisement du pays passerait par la poursuite du déni français. Comme ses prédécesseurs.

Deux ans plus tard, il a épuisé son crédit européen dans une Europe qui, à force d'impuissance, a elle-même épuisé son crédit démocratique. Et il se retrouve à devoir engager 50 milliards d'euros d'économies dans les pires conditions, sans avoir bâti de majorité pour les assumer ni de récit pour les justifier. Sa seule planche de salut tient à l'étrange popularité de son premier ministre, mal aimé des socialistes et soutenu par les Français, mais qui en est seul maître, à supposer qu'elle ne s'éteigne pas.